

L'agroalimentaire, un levier de l'emploi et du développement

Le Citoyen, Quotidien national d'information et d'analyse, 28 décembre 2016



PROMOTION DE L'EMPLOI – Madagascar, à l'instar de nombreux autres pays d'Afrique, entend promouvoir l'emploi décent et productif à travers le développement des activités rurales, notamment l'agriculture et l'agroalimentaire. Un colloque international traitant de la question s'est tenu le 8 décembre dernier au siège de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Ocdé) à Paris. *K.B.*

Cette année 2016, le colloque international de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM) a porté sur le thème « Emploi en Afrique : et si l'agroalimentaire était une solution ? ». Il s'est tenu le 8 décembre dernier au siège de l'Ocdé à Paris. De nombreuses thématiques ont été abordées durant cette journée. Entre autres, « les filières agroalimentaires et le défi de l'emploi en Afrique subsaharienne », « le potentiel de création d'emplois dans les filières agroalimentaires », la question de création d' « un environnement favorable aux entrepreneurs ruraux » ainsi que celle de la création d'emplois « décents » dans la production agricole.

Le défi de rendre le secteur agricole plus attractif pour les jeunes, a également été discuté. En effet, le continent africain enregistre une forte croissance démographique, ce qui est également le cas de Madagascar. Cela entraîne obligatoirement un fort afflux de jeunes sur le marché du travail, « y compris les jeunes ruraux ». Des nouveaux actifs que les filières agroalimentaires devraient absorber en partie. Sachant que dans la majorité des pays africains, c'est le secteur agricole qui occupe la plus grande partie de la population. L'enjeu pour le continent serait donc de « promouvoir un modèle de développement agricole à la fois productif, durable et inclusif » ainsi que d' « exploiter les gisements d'emploi considérables qui existent dans les industries et les services d'amont et d'aval de l'agriculture ». Des évolutions qui exigent d'énormes investissements publics et privés, y compris dans la formation des jeunes.

Une préoccupation malgache

70% de la population malgache actuelle, réside en milieu rural. « Or, la part de cette population dans le Produit Intérieur Brut (Pib) ne représente que 30% » a souligné l'Ambassadeur du Japon à Madagascar, Ichiro Ogasawara, lors d'une interview qu'il a accordée au journal. Il est donc primordial pour le pays d'investir dans ce secteur pour pouvoir envisager une croissance soutenue et un développement durable et inclusif. Beaucoup reste à améliorer pour que « cet effectif de la population vivant en milieu rural et sa contribution au PIB, soient proportionnels et que cette population contribue mieux au développement de l'économie malgache » a souligné ce représentant du gouvernement japonais dans la Grande île.

La promotion du travail décent dans l'économie rurale figure ainsi dans les principales préoccupations de l'Etat à l'heure actuelle. Raison pour laquelle, les départements en charge de l'emploi, du travail et de l'agriculture se tiennent la main pour agir en faveur de cette promotion de l'emploi décent dans le milieu rural. Comme l'a noté le ministre de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales, Jean De Dieu Maharante, lors d'un atelier sur le travail décent dans l'économie rurale, en début de ce mois de décembre, « l'économie rurale présente des potentialités importantes pour la croissance économique du pays. Malheureusement, la pauvreté est surtout rurale à Madagascar, car 82% des ruraux vivent en dessous du seuil de pauvreté ». De plus, « la majorité des travailleurs se trouvent dans des activités peu rémunérées, particulièrement dans l'économie informelle et le secteur agricole » explique le BIT. « Pourtant, seulement 11% des employés de ce secteur sont des employés salariés et parmi eux, 8,7% sont des femmes ». C'est pourquoi, d'après les explications de Christian Ntsay, représentant de l'Organisation Internationale du Travail (Oit) à Madagascar, « il nous faudrait résoudre ce problème de précarité de l'emploi dans l'économie rurale pour pouvoir sortir de la pauvreté ». Ce qui s'inscrit déjà dans le Plan national de développement 2015-2019 qui vise « à promouvoir la croissance rurale durable à travers la création de valeurs ajoutées et d'emplois dans les secteurs économiques ».